



LE DEVOIR

Vol. XCIX N° 102

LE JEUDI 8 MAI 2008

89¢ + TAXES = 1\$

Jean Charest réécrit l'histoire

Guerre de mots à Québec et à Ottawa à propos de la fondation du Canada

ROBERT DUTRISAC
CHRISTIAN RIOUX

Pour justifier la grande visibilité que le Canada s'assure en France grâce aux festivités entourant le 400^e anniversaire de la ville de Québec, le premier ministre Jean Charest s'est adonné hier à une réécriture

de l'histoire en affirmant que le Québec avait fondé le Canada. Cette conception s'apparente aux vues du premier ministre canadien, Stephen Harper, qui juge pour sa part que la fondation de Québec en 1608 marque celle de l'État canadien.

À Paris en cette deuxième journée de la visite de Michaëlle Jean, la France n'a lésiné ni sur les tapis rouges

ni sur les flonflons pour accueillir la gouverneure générale du Canada. Rarement avait-on vu autant de personnalités à la réception donnée hier soir à l'ambassade du Canada pour saluer celle qui apparaît aujourd'hui en France comme la véritable ambassadrice des fêtes du 400^e anniversaire de la fondation de Québec.

De ce côté-ci de l'Atlantique, tant à l'Assemblée na-

tionale qu'à la Chambre des communes, on s'est interrogé sur le sens à donner à cet anniversaire.

VOIR PAGE A 8: CHAREST

■ La chronique de Michel David, à lire en page A 3



REUTERS

DO SVIDANIA

Les Russes disent au revoir à Vladimir Poutine, mais pas adieu

Vladimir Poutine, maintenant premier ministre de Russie, serre la main de son successeur, le président Dmitri Medvedev.

Le nouveau président de la Russie, Dmitri Medvedev, a pris ses fonctions hier en promettant plus de «libertés», mais il devra partager le pouvoir avec Vladimir Poutine, son prédécesseur, à qui il a immédiatement proposé de devenir son premier ministre. Après avoir juré sur la Constitution, lors d'une grande cérémonie au Kremlin, de «défendre les libertés», Medvedev a appelé à «surmonter le nihilisme juridique», en d'autres termes la corruption, qui mine le pays. «La tâche la plus importante est le développement des libertés civiles et économiques», a-t-il déclaré dans un discours à tonalité libérale.

ANTOINE CHAR

Saratov, Russie — *Do svidania*. Les Russes ont dit au revoir au président Vladimir Poutine, mais pas adieu. Ils ont suivi avec indifférence hier l'investiture en grande pompe de Dmitri Medvedev, le nouveau maître du Kremlin, toutefois sous la tutelle de l'ancien, devenu premier ministre.

Suivant un rituel parfaitement réglé, Medvedev est

arrivé au Grand Palais du Kremlin à 12h sonnantes puis a gravi solennellement l'escalier d'honneur avec le même faste que Vladimir Poutine en 2000. Une double porte dorée s'est alors ouverte sur le nouveau président, qui a poursuivi son chemin sur un interminable tapis rouge, sous l'œil des caméras qui faisaient alterner travellings et longs plans-séquences dignes d'une cérémonie de sacre.

À 42 ans, Dmitri Medvedev devient le troisième et

le plus jeune président de la Russie après Boris Eltsine (1991-99) et Vladimir Poutine (2000-08), incarnant l'arrivée au pouvoir d'une nouvelle génération qui a commencé à travailler après la chute de l'URSS. Il a été élu le 2 mars, sans concurrents sérieux, avec 70 % des voix, après avoir fait campagne sur le thème de la «continuité» de la politique de Poutine.

Prenant la parole à son tour, Vladimir Poutine a souligné qu'il continuerait à «prendre soin de la Russie» avant de dresser le bilan de sa présidence. «Il y a eu des erreurs [...]. Mais nous avons réussi à réaliser une percée [...]. Il est important de poursuivre ensemble la politique qui a été engagée et qui s'est justifiée d'elle-même», a dit M. Poutine.

Ce qui intéresse vraiment les habitants du plus grand pays de la planète ne se résume pas au pain et au beurre, comme à l'époque soviétique, mais à quel

VOIR PAGE A 8: MEDVEDEV

Bernier interrogé sur le passé d'une conjointe

Julie Couillard a fréquenté deux personnes liées aux motards criminels

HÉLÈNE BUZZETTI
BRIAN MYLES

Ottawa — Les chefs du Bloc québécois et du Parti libéral du Canada s'inquiètent des relations du ministre des Affaires étrangères, Maxime Bernier à jusqu'à tout récemment fréquenté une femme qui aurait eu pour conjoints successifs, il y a neuf ans, deux hommes liés au crime organisé. Gilles Duceppe et Stéphane Dion se demandent si la sécurité nationale a été compromise. Le gouvernement conservateur refuse de commenter ce qu'il considère être une «question privée».

La rumeur circulait depuis des semaines sur la colline parlementaire. Elle est sortie brutalement au grand jour en fin d'après-midi hier lorsqu'un journaliste anglophone a posé la question sans détour à Gilles Duceppe. «Dans quelle mesure êtes-vous inquiet que le ministre des Affaires étrangères ait fréquenté une femme qui a eu des liens avec le crime organisé?»

M. Duceppe, qui semblait très au fait de ces allégations, ne s'est pas fait prier pour répondre. «Nous pensons que c'est simplement inadmissible. Nous nous demandons s'il y a eu une vérification de sécurité. Il n'y a pas d'autre choix. C'est un manque de jugement non seulement de sa part mais aussi de la part de celui qui l'a nommé. Je parle du premier ministre [Stephen Harper].»

M. Duceppe a ajouté que la question est cruciale parce que «si vous avez des relations avec une personne liée au crime organisé ou ayant eu des contacts avec le crime organisé — on ne sait pas si c'est cela, on le verra



Maxime Bernier

VOIR PAGE A 8: BERNIER

LES SPORTS



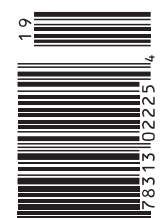
L'Impact a (enfin) sa maison

Le stade Saputo ouvrira ses portes dans dix jours

■ Page B 6

INDEX

10	Announces.....	B 3	Idées.....	A 7
	Avis publics.....	A 4	Météo.....	A 4
	Bourse.....	B 4	Monde.....	B 5
	Culture.....	B 8	Mots croisés.....	B 2
	Décès.....	B 3	Sports.....	B 6
	Économie.....	B 1	Sudoku.....	B 5
	Éditorial.....	A 6	Télévision.....	B 7



1968 n'est pas fini

C'est une «affaire non classée», dit le philosophe français Daniel Bensaid

ANTOINE ROBITAILLE

Québec — L'historien français François Furet avait déclenché tout un débat à l'approche du bicentenaire de la Révolution française de 1989 en déclarant que celle-ci était «finie». Autrement dit, que le débat sur le sens de cet événement, qui avait déchiré la France sans cesse depuis qu'il s'était produit, n'avait plus lieu d'être. Le fait que le débat sembla alors réactivé avait selon plusieurs infirmé la thèse de l'historien.

Il en va de même pour Mai 68, constate avec joie le philosophe français Daniel Bensaid. C'est, au dire de ce soixante-huitard inoxydable qui revendique les étiquettes de trotskiste et de marxiste, une «affaire non classée» (titre de son texte publié dans la revue québécoise d'extrême gauche *À bâbord* — www.ababord.org). Il cite Charles Péguy: «Quand on se réconcilie sur une affaire, [...] c'est qu'on n'y entend plus rien. [...] Qui dit réconciliation, en ce sens historien, [...] dit pacification et momification.»

C'est donc avec bonheur que Daniel Bensaid accueille le fait que Mai 68, 40 ans plus tard, «divise, agite, crée des conflits, fabrique encore de la politique». Et grâce à qui a-t-on ce débat? Eh oui, à nul autre que le candidat Nicolas Sarkozy, que Bensaid remercie. «Il a mis le feu aux poudres dans un discours de fin de campagne l'an dernier.» Celui qui allait devenir président



Daniel Bensaid

VOIR PAGE A 8: 1968

